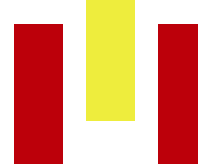




Les victimes indirectes de la division :

Une analyse des fractures structurelles du Cameroun post-colonial



Les victimes indirectes de la division coloniale :

Une analyse des fractures structurelles du Cameroun post-colonial

L'histoire du Cameroun est souvent narrée à travers le prisme de sa réunification héroïque ou de ses tensions politiques contemporaines. Pourtant, une dimension plus subtile et profonde échappe fréquemment à l'analyse : celle des victimes indirectes de la division coloniale. Cette fragmentation, opérée au lendemain de la Première Guerre mondiale, n'a pas seulement dessiné des frontières géographiques ; elle a instauré une rupture systémique dont les ondes de choc se font encore sentir dans les sphères éducatives, administratives et intellectuelles du pays.





Le péché originel : Une fragmentation systémique

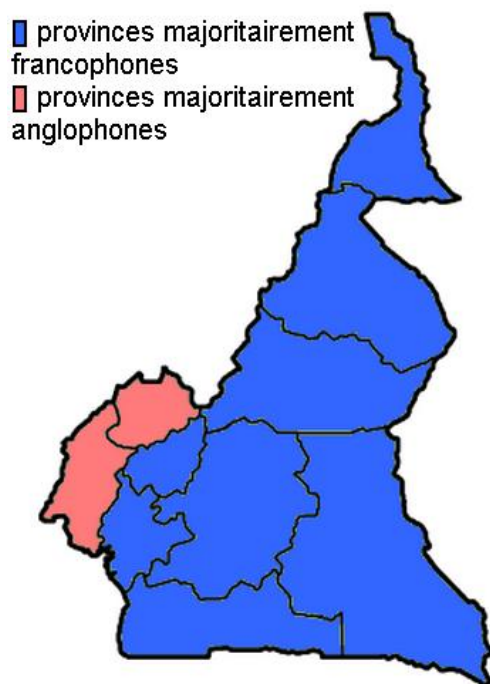


Figure 1: Carte des provinces majoritairement francophones et anglophones.

En 1916, la partition du territoire camerounais entre la France et la Grande-Bretagne, entérinée par les mandats de la Société des Nations (SDN), a jeté les bases d'une dualité institutionnelle inédite. Contrairement à d'autres colonies, le Cameroun a dû composer avec deux modèles de gouvernance diamétralement opposés : le centralisme jacobin français et l'*Indirect Rule* britannique.

Cette division a fragmenté les systèmes de pensée. L'administration, le droit et surtout l'éducation sont devenus des vecteurs de deux cultures étatiques concurrentes. À long terme, cette situation a créé un « bilinguisme de façade » qui masquait une réalité plus brutale : l'incapacité des structures nationales à fusionner harmonieusement ces deux héritages pour en faire un levier de développement.

L'Ambassade à Londres : Un pont symbolique et une élite en attente

Dans cette dynamique, l'ambassade du Cameroun au Royaume-Uni a occupé une fonction historique et symbolique cruciale. Bien plus qu'une simple représentation diplomatique, elle est devenue, dès les années 1950 et 1960, le point de ralliement d'une élite intellectuelle spécifique.

L'**Association des étudiants camerounais de Grande-Bretagne et d'Irlande (AECGBI)**, fondée en 1951, illustre cette effervescence. Pour ces jeunes cadres, l'ambassade était le cordon ombilical avec la patrie, mais aussi le lieu où se cristallisait l'espoir d'un Cameroun moderne, capable de synthétiser la rigueur pragmatique anglo-saxonne avec les aspirations

nationales. Elle jouait un rôle de facilitateur pour les échanges éducatifs, mais elle était aussi le témoin silencieux d'une élite qui commençait à se sentir « étrangère » dans son propre pays, dominé par le modèle administratif francophone.



La politique de bourses d'Ahmadou Ahidjo : L'ambition de la modernisation

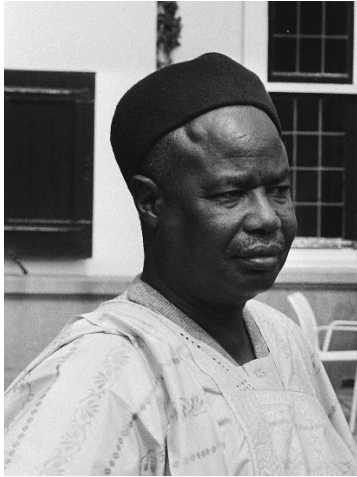


Figure 2 Ahmadou Ahidjo en 1979.

Sous la présidence d'Ahmadou Ahidjo, une volonté politique claire s'est manifestée : diversifier les sources de compétences. En envoyant des vagues d'étudiants boursiers en Angleterre, le premier président camerounais visait trois objectifs stratégiques :

- 1 **L'acquisition de compétences techniques** de pointe, notamment dans l'ingénierie et les sciences appliquées.
- 2 **Le transfert de savoirs** pour réduire la dépendance exclusive vis-à-vis de l'ancienne puissance tutélaire française.
- 3 **La modernisation de l'appareil d'État** par l'injection de méthodes de gestion britanniques.

Cette politique de bourses d'État était un investissement massif dans le capital humain, perçu comme le moteur de l'indépendance réelle.

Le miroir japonais : Pourquoi le modèle de la Restauration Meiji a-t-il échoué au Cameroun ?



Figure 3 Empereur Meiji

Pour comprendre l'échec relatif de cette intégration, la comparaison avec le Japon de l'ère Meiji (XIXe siècle) est éclairante. Le Japon avait lancé la **Mission Iwakura** et envoyé ses meilleurs éléments en Occident avec une consigne stricte : apprendre pour remplacer les experts étrangers. Le taux de retour fut exceptionnel car l'État japonais avait préparé des structures d'accueil et une idéologie nationale forte de « retour au pays »

Au Cameroun, le résultat fut différent pour plusieurs raisons structurelles :

- **Faibles incitations au retour** : Les diplômés de retour de Londres se heurtaient à une administration calquée sur le modèle français, où leurs diplômes et leurs méthodes étaient souvent mal compris, voire dévalorisés.
- **Instabilité institutionnelle** : Le passage de la République fédérale (1961) à l'État unitaire (1972) a marginalisé les spécificités du système anglophone, réduisant l'espace d'expression des élites formées au Royaume-Uni.
- **Fragmentation des élites** : Au lieu d'une synergie, une concurrence s'est installée entre les « Français » et les « Anglais », empêchant la formation d'un bloc intellectuel cohérent pour le développement.





Identifier les victimes indirectes : Un coût structurel invisible

Les victimes indirectes de cette division ne sont pas seulement des individus, ce sont des pans entiers de la nation :

- **Les étudiants formés mais non intégrés** : Des milliers de cerveaux qui, faute de reconnaissance ou de structures adaptées, ont fini par alimenter la diaspora ou ont vu leurs compétences s'étioler dans des postes subalternes.
- **Les institutions camerounaises** : Privées de la diversité des approches, elles ont sombré dans un monolithisme administratif qui a freiné l'innovation et la transparence.
- **Les générations suivantes** : Elles subissent aujourd'hui un déficit de transfert de savoir. Le « pont » que devaient constituer les boursiers d'Ahidjo s'est en partie effondré, laissant les jeunes générations face à un système éducatif qui peine à valoriser son double héritage.

Analyse critique et enseignements pour l'avenir

Il ne s'agit pas ici de céder à un discours accusatoire, mais de reconnaître une responsabilité historique partagée. La division coloniale a créé un piège structurel que les politiques post-indépendance n'ont pas réussi à déjouer totalement.

Les leçons pour aujourd'hui sont claires :

- 4 **Valorisation de la diaspora** : La formation internationale ne doit plus être vue comme une fuite, mais comme un réseau à intégrer activement dans les politiques publiques.
- 5 **Cohérence éducative** : Il est impératif de construire des passerelles réelles entre les sous-systèmes éducatifs pour que le bilinguisme devienne un atout technique et non un simple slogan.
- 6 **Retour des compétences** : Créer des structures d'accueil qui ne se contentent pas d'offrir un emploi, mais qui permettent l'application réelle des méthodes acquises à l'étranger.





Conclusion : Réconcilier l'histoire et la gouvernance

Comprendre les trajectoires de ces « victimes indirectes » est essentiel pour construire un Cameroun plus cohérent. Le passé colonial a légué une complexité qui, si elle est mal gérée, devient une fracture. Mais si elle est comprise et intégrée, elle peut devenir le socle d'une gouvernance moderne, capable de puiser dans le meilleur des mondes pour répondre aux enjeux contemporains de développement.

L'heure est à la réconciliation des savoirs et à la fin de la fragmentation intellectuelle.

Sources consultées et références :

- Archives diplomatiques du Cameroun (Période 1960-1975).
- Victor Julius Ngoh, "History of Cameroon Since 1800".
- Nlate, "Les relations Cameroun/Grande-Bretagne (1946-2011)".
- Études comparatives sur la modernisation de l'ère Meiji (Mission Iwakura).
- Travaux de l'Association des étudiants camerounais de Grande-Bretagne et d'Irlande (AECGBI).